

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944		
26 juin	— Décret instituant auprès de la Présidence du Gouvernement Provisoire de la République Française une commission centrale consultative des traitements et indemnités. (Arrêté de promulgation N° 468 Cab. du 14 septembre 1944)	444
5 juillet	— Ordonnance relative à la situation des fonctionnaires suspendus provisoirement de leurs fonctions ou placés sous le coup d'une mesure administrative d'internement, d'interdiction de séjour ou de mise en résidence surveillée, en application des dispositions des ordonnances du 2 octobre ou du 18 novembre 1943. (Arrêté de promulgation N° 460 Cab. du 12 septembre 1944)	445
17 juillet	— Décret qui valide : 1 ^o — l'acte dit « décret du 29 décembre 1941 » rendant applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, autres que les Antilles, la Réunion, les Indes et l'Indochine, les dispositions de la loi du 26 juillet 1941 qui a fixé le taux des amendes pénales dans la Métropole; 2 ^o — l'acte dit « décret du 24 juin 1942 » qui modifie et complète l'acte dit « décret du 29 décembre 1941 » précité. (Arrêté de promulgation N° 461 Cab. du 12 septembre 1944)	449
18 juillet	— Ordonnance modifiant et complétant les articles 1 ^{er} et 2 de l'ordonnance du 23 juillet 1943 sur le mariage des membres des forces britanniques dans les territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale. (Arrêté de promulgation N° 462 Cab. du 12 septembre 1944)	450
20 juillet	— Décret relatif à l'attribution des décorations françaises à des étrangers et des décorations étrangères à des français	450
24 juillet	— Décret qui : 1 ^o — valide : a) l'acte dit « décret du 9 février 1942 » complétant et modifiant le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en A. O. F.; b) l'acte dit « décret du 13 mai 1942 » qui a étendu au Togo les dispositions du décret du 8 mai 1938 et ses modificatifs subséquents; 2 ^o — abroge et remplace par de nouvelles dispositions les articles 1 et 2 du décret du 8 mai 1938 susvisé et crée un article 2 bis; 3 ^o — complète l'article 2 du décret validé du 9 février 1942. (Arrêté de promulgation N° 469 Cab. du 14 septembre 1944)	451
26 juillet	— Décret complétant l'article 16 du décret du 22 août 1928, fixant le statut de la magistrature coloniale — (N° 1 bis : conditions d'exercice des fonctions de magistrat par intérim par les combattants et anciens combattants licenciés en droit). (Arrêté de promulgation N° 470 Cab. du 14 septembre 1944)	452
27 juillet	— Ordonnance réglementant les sociétés coopératives d'information. (Arrêté de promulgation n° 471 Cab. du 14 septembre 1944)	452
1 ^{er} août	— Décret qui : 1 ^o — stipule que pendant la durée des hostilités, et jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement, les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et leurs familles bénéficient uniquement de congés de convalescence et de permissions d'absence à passer soit en territoire français, soit en territoire étranger;	

	2 ^o — détermine les conditions d'attribution et de jouissance de ces congés ou permissions. (<i>Arrêté de promulgation</i> N° 472 Cab. du 14 septembre 1944)	446
11 août	— Décret qui annule :	
	1 ^o — l'acte dit « décret du 19 décembre 1940 » abrogeant certaines dispositions des articles 8 et 13 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial (fonctionnaires admis à la retraite);	
	2 ^o — l'acte dit « décret du 25 juin 1942 » modifiant l'article 8 (paragraphe 2) du décret du 2 mars 1910 précité et attribuant une indemnité complémentaire aux fonctionnaires et agents des services coloniaux admis à la retraite et en instance de rapatriement. (<i>Arrêté de promulgation</i> N° 473 Cab. du 14 septembre 1944)	449

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944		
10 août	— N° 2264 TP. — Arrêté général complétant l'arrêté N° 1539 TP. du 30 avril 1941 portant répartition des produits relevant de la production industrielle.	454
23 août	— N° 2392 F. — Arrêté général portant organisation de l'Office Colonial des Changes en A. O. F.	454
28 août	— N° 2436 CM. — Décision générale relative à la mobilisation en A.O.F. des étrangers ne justifiant d'aucune nationalité	454

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944		
12 septembre	— N° 459 TP. — Arrêté fixant la majoration pour frais généraux à appliquer aux cessions de travaux faites par le service des Travaux Publics	455
12 septembre	— N° 463 AE. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat du café et prescrivant la déclaration obligatoire des stocks	455
12 septembre	— N° 464 AE. — Arrêté portant réouverture de la campagne d'achat du piment	455
12 septembre	— N° 465 AE. — Arrêté réglementant le conditionnement des amandes de karité	455
19 septembre	— N° 475 AE./3 — Arrêté interdisant la vente de certaines marchandises d'importation	456
Personnel		456
Divers		460

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (<i>Commis d'administration</i>)	464
Avis (<i>Déclaration en douanes</i>)	465
Avis d'ouverture de succession	465
Cour d'assises du Togo — Année 1944	465

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Commission des traitements et indemnités

N° 468 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

14 septembre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 26 juin 1944 instituant auprès de la présidence du Gouvernement Provisoire de la République Française une commission centrale consultative des traitements et indemnités.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire aux finances et du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget général du Comité français de la libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé auprès de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française une commission centrale consultative des traitements et indemnités.

Cette commission est consultée dans les conditions suivantes sur les mesures qui affectent le régime de rémunération des fonctionnaires et agents appartenant à des cadres de la métropole et des territoires y rattachés et à des cadres généraux des colonies, pays de protectorat et territoires sous-mandat, ainsi que des militaires autres que ceux en opération :

1^o — obligatoirement, lorsque ces mesures concernent les traitements et soldes statutaires, les indemnités à caractère général dénommées complément, supplément ou majoration de traitements ou de soldes, les primes d'entretien, le régime des avantages familiaux et le régime des pensions et retraites;

2^o — sur la demande du ou des commissaires intéressés, dans tous les autres cas.

ART. 2. — La commission peut également être saisie par le ou les commissaires intéressés des questions concernant, à un titre quelconque, le statut du personnel civil et militaire de toutes les administrations relevant directement ou indirectement de l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française.

ART. 3. — Cette commission comprend sous la présidence d'un délégué du président du Gouvernement provisoire de la République française :

a) un représentant de chaque commissaire désigné par arrêté de chacun des commissaires intéressés;

b) un membre de l'assemblée consultative désigné par cette assemblée et nommé par arrêté du commissaire chargé des relations avec l'assemblée;

c) quatre représentants des syndicats de fonctionnaires désignés sur la proposition de ces syndicats et nommés par arrêté du commissaire aux affaires sociales.

Les membres de la commission peuvent, le cas échéant, être remplacés par des suppléants désignés dans les mêmes conditions.

ART. 4. — La commission peut appeler en consultation toute personne dont l'audition lui paraîtra utile pour obtenir les informations dont elle peut avoir besoin. Ces personnes assistent en ce cas aux débats de la commission, mais sans prendre part aux votes.

ART. 5. — La commission centrale consultative se réunit sur convocation de son président ou à la demande d'un commissaire.

Son secrétariat est assuré par les soins du commissariat aux finances.

ART. 6. — A compter de la publication du présent décret, les textes réglementaires pris par le Gouvernement provisoire de la République française ou par les autorités compétentes des différents territoires relevant de son autorité et ayant pour objet d'apporter une modification quelconque aux éléments de rémunération des personnels civil et militaire au sujet desquels la commission doit être obligatoirement consultée en vertu des dispositions de l'article 1^{er} du présent décret, devront comporter une référence à la date et au numéro de l'avis fourni par la commission.

ART. 7. — Des arrêtés du commissaire aux finances fixeront, en tant que de besoin, la procédure à suivre par la commission centrale consultative pour l'examen des dossiers qui lui seront soumis et pour fixer les modalités de détail de son fonctionnement.

ART. 8. — Le commissaire aux finances et le commissaire aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 26 juin 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Personnel

Situation des individus dangereux

N° 460 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

12 septembre 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 5 juillet 1944 relative à la situation des fonctionnaires suspendus provisoirement de leurs fonctions ou placés sous le coup d'une mesure administrative d'internement, d'interdiction de séjour ou de mise en résidence surveillée, en application des dispositions des ordonnances du 2 octobre ou du 18 novembre 1943.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Commissaire aux Finances, du Commissaire à l'Intérieur, du Commissaire à la Justice, du Commissaire aux Colonies, du Commissaire aux Affaires étrangères, du Commissaire à la Marine, du Commissaire à l'Air et du Commissaire à la Guerre;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943, permettant de suspendre temporairement de leurs fonctions certains fonctionnaires;

Vu l'ordonnance du 18 novembre 1943 sur l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les magistrats, fonctionnaires, agents, employés, ouvriers et membres, quelle que soit leur dénomination, des administrations ou établissements de l'Etat et des autres collectivités publiques, ainsi que des services concédés ou subventionnés (désignés ci-après sous l'appellation générale de fonctionnaires) qui, par application de l'ordonnance du 2 octobre 1943, sont suspendus de leurs fonctions, en attendant l'issue d'une procédure disciplinaire ou administrative, ne perçoivent plus, à compter de la décision de suspension et nonobstant toutes dispositions législatives, réglementaires, statutaires ou contractuelles contraires, que la moitié des traitements, soldes, suppléments provisoires et, d'une manière générale, des indemnités ayant le caractère de supplément de traitement qu'ils percevaient antérieurement à leur suspension, à l'exclusion des indemnités attachées à l'exercice même de la fonction (frais de représentation, indemnités de direction, primes de rendement, indemnités représentatives de frais, etc.).

Toutefois, les éléments de leur rémunération qui ont un caractère familial sont maintenus en totalité.

Si, après suspension provisoire, le fonctionnaire intéressé est admis à reprendre l'exercice de ses fonctions, il aura droit au rappel des compléments de rémunération dont il n'aura reçu que la moitié pendant la période de sa suspension.

ART. 2. — Jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement, par voie disciplinaire ou autrement, la situation des fonctionnaires civils et des militaires qui sont mis dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions par suite d'une décision prise à leur encontre par l'autorité administrative parce qu'ils sont dangereux pour la sécurité publique ou la défense nationale (interdiction de séjour, mise en résidence surveillée, internement administratif dans un établissement spécialement désigné à cet effet) est réglée, nonobstant toutes dispositions législatives, réglementaires, statutaires ou contractuelles contraires, dans les conditions suivantes :

a) A compter de la mesure administrative prise contre eux par application des dispositions de l'ordonnance du 18 novembre 1943, les intéressés sont, au point de vue de leur rémunération, placés dans la même position que les fonctionnaires visés à l'article premier.

Ils sont, en outre, maintenus dans cette position pour une période de quatre mois, à compter du jour où la Commission de vérification instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1943 aura donné un avis favorable à une des mesures prévues par l'article premier de ladite ordonnance, et que cet avis de la Commission aura été confirmé par décision du Commissaire intéressé;

b) A l'expiration de cette période de quatre mois, ils ne perçoivent plus que la fraction de rémunération correspondant à leur situation familiale, tout autre élément de rémunération étant supprimé.

Si la Commission de vérification émet un avis défavorable à l'application d'une des mesures prévues par l'article premier de la dite ordonnance, le fonctionnaire en cause aura droit, si le Commissaire compétent entérine l'avis de la Commission et met fin aux mesures prises à l'encontre de ce fonctionnaire, au rappel de la partie des rémunérations dont il aura été

privé antérieurement, à l'exclusion des indemnités attachées à l'exercice même de la fonction.

Depuis le jour de la reprise effective de l'exercice de ses fonctions, il bénéficie de l'intégralité de sa rémunération avec les accessoires attachés à celle-ci.

ART. 3. — Les membres qualifiés de la famille des fonctionnaires visés par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus, sur leur simple demande, perçoivent :

1^o — La totalité des majorations de rémunération à caractère familial dont les intéressés bénéficiaient antérieurement aux mesures prises à leur encontre, et ce, sous réserve des modifications qui pourraient se produire dans la situation de famille;

2^o — La totalité des délégations d'office prévues par les lois en vigueur sur les sommes maintenues aux fonctionnaires.

Une délégation supérieure à cette quotité pourra toujours être consentie par les intéressés en faveur de leur famille.

ART. 4. — Les dispositions de la présente ordonnance ne font pas obstacle à ce que des mesures disciplinaires, comportant des conséquences pécuniaires plus graves que celles qui résulteraient de l'application des articles 1^{er} et 2 soient prises à l'encontre de chacun des personnels intéressés, si leur statut le prévoit.

ART. 5. — Des décrets fixeront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 5 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire à la Justice

Commissaire à l'Intérieur p. l.,

François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire au Ravitaillement et à la Production,

P. GIACOBBI.

Le Commissaire aux Communications

et à la Marine marchande,

René MAYER.

Le Commissaire à l'Education nationale et à la Jeunesse,

René CAPITANT.

Le Commissaire aux Affaires sociales,

A. TIXIER.

Le Commissaire à la Guerre,

A. DIETHELM.

Le Commissaire à la Marine,

LOUIS JACQUINOT.

Le Commissaire à l'Air,

Fernand GRENIER.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Prisonniers,

Déportés et Réfugiés,

Henri FRENAY.

Le Commissaire à l'Information,

H. BONNET.

*Le Commissaire délégué à l'Administration
des Territoires métropolitains libérés,*

André LE TROQUER.

Congés — Permissions

N^o 472 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. l. en date du :

14 septembre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 1^{er} août 1944 qui :

1^o — stipule que pendant la durée des hostilités, et jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement, les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et leurs familles bénéficient uniquement de congés de convalescence et de permissions d'absence à passer soit en territoire français, soit en territoire étranger;

2^o — détermine les conditions d'attribution et de jouissance de ces congés ou permissions.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et sur les passages accordés au personnel colonial, ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux, ensemble les actes modificatifs;

Vu le décret n^o 1.109 en date du 30 mai 1943 du Comité national français relatif aux congés de convalescence pouvant être accordés pendant la durée des hostilités aux personnels civils et militaires en service dans les colonies et territoires relevant du commissariat national aux colonies;

Vu le décret n^o 822 du 13 mars 1943 du Comité national français instituant provisoirement les permissions d'absence;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités et jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement, les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et leurs familles peuvent bénéficier uniquement de congés de convalescence et de permissions d'absence à passer soit en territoire français, soit en territoire étranger.

Congés de convalescence

ART. 2. — Les congés de convalescence sont accordés après avis du conseil de santé, pour une durée de trois mois, délais de route non compris, par décision du chef de la colonie. La décision doit mentionner le lieu de la destination.

La date d'arrivée devant servir de point de départ à la durée du congé, est certifiée par le visa des autorités locales ou consulaires apposé sur la feuille de route ou, à défaut de la possibilité de cette formalité, par tout autre document justificatif ou par une déclaration sur l'honneur établie par l'intéressé.

Les prolongations de congé de convalescence sont accordées, par période d'un mois, dans les conditions suivantes : dans les territoires français où existe un conseil de santé, sur avis de ce conseil, par les autorités administratives locales; dans les territoires étrangers, par les autorités consulaires locales, sur avis donné obligatoirement au moment du départ en congé, par le conseil de santé qui statue sur l'octroi du congé de convalescence ou, exceptionnellement, après avis d'un médecin désigné par l'autorité consulaire.

Les bénéficiaires de congés de convalescence peuvent être autorisés à se faire accompagner de leur famille pendant la durée totale de leur congé.

ART. 3. — Les congés de convalescence obtenus en application du présent décret et ceux qui antérieurement à cette application ont été accordés depuis l'ouverture des hostilités sans que le bénéficiaire ait pu en jouir en France, ne seront pas suspensifs du droit au congé administratif tel qu'il a été défini par le décret du 2 mars 1910 susvisé.

La durée du séjour effectué à la colonie avant le départ en congé de convalescence continuera à entrer en ligne de compte pour le calcul du droit au congé administratif régulier à passer dans la métropole lorsque les relations normales auront pu être rétablies entre la France et les colonies et que l'application des dispositions du décret du 2 mars 1910 relatives aux congés administratifs ne sera plus suspendue.

Toutefois, la durée du séjour entrant en ligne de compte pour la détermination de la durée du congé administratif sera diminuée de quatre mois par mois d'absence, à l'occasion du congé de convalescence obtenu dans les conditions exposées au premier alinéa du présent article.

ART. 4. — Pendant la durée du congé, les intéressés bénéficieront de la solde de présence augmentée du supplément colonial de la colonie de service et éventuellement des indemnités pour charges de famille et de leurs majorations.

ART. 5. — Au cours des déplacements pour se rendre au lieu de congé ou en revenir, les soldes et accessoires sont alloués conformément aux dispositions des décrets des 2 mars 1910 et 3 juillet 1897 et des règlements locaux en découlant.

ART. 6. — La gratuité du transport pour se rendre au lieu de congé et en revenir est accordée, soit aux titulaires de congé de convalescence, soit aux membres des familles des fonctionnaires, employés et agents que le conseil de santé jugerait devoir être envoyés sans le chef de famille dans un centre de repos situé dans la colonie où sert ce dernier.

ART. 7. — Lorsque le total de la rémunération, déduction faite des retenues pour pension, est inférieur à un minimum calculé comme il est dit ci-après, l'intéressé a droit à l'occasion de son congé de convalescence ou de l'envoi de sa famille dans un centre de repos, à une indemnité compensatrice dite « indemnité pour congé de convalescence ».

Cette indemnité est égale à la différence entre le total des émoluments, d'une part, et le minimum fixé, d'autre part.

ART. 8. — Ce minimum est déterminé par la somme des minima indiqués aux tableaux annexés au présent décret pour chacun des fonctionnaires, employés et agents et membres de leur famille suivant la position qu'ils occupent.

Seuls les émoluments ci-après, lorsqu'ils sont dus selon cette position aux fonctionnaires, employés et agents et aux membres de leur famille peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de l'indemnité pour congé de convalescence :

solde ou salaire, supplément colonial, indemnité de zone, charges de famille et leurs majorations.

ART. 9. — L'indemnité pour congé de convalescence est due pendant la durée du congé du fonctionnaire, employé, agent ou membre de la famille en faveur duquel le droit est ouvert.

Elle est payée au titre de la solde et décomptée par mois de trente jours. Le paiement en sera effectué sur

le vu d'une déclaration faite sous serment par l'intéressé faisant ressortir les émoluments éventuellement perçus par les membres de la famille au titre de l'Administration.

ART. 10. — Le poids des bagages dont le transport en territoire étranger par voie maritime, fluviale ou terrestre doit rester à la charge des budgets locaux, est fixé comme suit : fonctionnaire, employé ou agent, femme accompagnant son mari ou voyageant isolément ou avec ses enfants 100 kgs., enfant (quel que soit l'âge) 50 kgs., y compris la franchise accordée par les compagnies de transport.

Toutefois, les fonctionnaires ou agents, ainsi que les membres de la famille, conservent, à l'intérieur des colonies, le bénéfice des avantages que pourrait éventuellement leur octroyer la réglementation sur les déplacements.

Les déplacements à l'intérieur de la colonie d'affectation, effectués à l'occasion d'un congé de convalescence ou de l'envoi des familles dans un centre de repos sont considérés comme définitifs, sauf stipulation contraire de la décision prise à l'égard des intéressés.

ART. 11. — Une avance de traitement, basée sur la durée présumée de l'absence, pourra être consentie sur la demande des intéressés. Lorsque des membres de la famille se déplaceront seuls, cette avance ne devra pas excéder les minima fixés pour ces derniers.

ART. 12. — Le droit à la gratuité du transport et à l'indemnité pour congé de convalescence, ouvert en faveur des membres des familles des fonctionnaires ou agents accompagnant le chef de famille durant son congé de convalescence ou bénéficiant eux-mêmes d'un congé de convalescence à passer sans le chef de famille, est limité dans l'un et l'autre cas, à la durée du congé de convalescence et à un voyage aller et retour pour chaque période du séjour en cours et interrompu effectué à la colonie par le chef de famille, correspondant au séjour colonial régulier exigé pour l'obtention d'un congé administratif. Le droit à ce voyage aller et retour peut être exercé par anticipation, mais reste essentiellement subordonné, à la décision du chef de la colonie.

ART. 13. — Des congés de convalescence à passer en des localités non mentionnées au présent décret, pourront exceptionnellement, après avis motivé du conseil de santé, être accordés par décision spéciale du chef de la colonie qui en déterminera les modalités de concession.

Toutefois, et sauf avis contraire du conseil de santé, les fonctionnaires et agents et membres de leurs familles, qui en feront la demande, pourront être autorisés, par décision du chef de la colonie, à passer leur congé de convalescence dans une région autre que celle réglementairement prévue qui leur aura été désignée. Dans ce cas, les frais entraînés pour la colonie, ainsi que les délais de route, ne devront pas excéder ceux normalement prévus pour la première destination fixée.

Les chefs de colonies sont également autorisés à fixer, d'une part, les modalités de concession de l'indemnité de congé de convalescence dans les cas non prévus au présent décret où des familles bénéficieraient de ces congés le chef de famille restant à son poste ; d'autre part, le montant du minimum à prévoir pour le chef de famille demeuré en service, la famille bénéficiant d'un congé de convalescence.

ART. 14. — Les dépenses de transport et d'hôtellerie à la charge des budgets coloniaux seront réglées sur l'attestation administrative de la délivrance des tickets par les organismes de transports.

Permissions d'absence

ART. 15. — Pendant la période prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, les chefs de colonie sont également autorisés à accorder des permissions d'absence aux fonctionnaires, employés, agents et contractuels européens et assimilés qui, totalisant un séjour colonial ininterrompu de trois années, ne sont pas reconnus hors d'état, pour cause de maladie, d'assurer leur service.

ART. 16. — La durée de l'absence est de trois mois à compter du jour de l'arrivée à la résidence de permission.

Elle n'est susceptible d'aucune prolongation.

La durée de l'absence est interruptive du séjour colonial dans les conditions fixées à l'article 3 du présent décret.

ART. 17. — Le territoire du lieu de jouissance de la permission d'absence est fixé par le chef de la colonie.

ART. 18. — Les conditions de rémunération, de transport et de déplacement des permissions d'absence, sont celles fixées ci-dessus pour les congés de convalescence.

Dispositions spéciales

ART. 19. — Au cas où des congés de convalescence ou des permissions d'absence auront été ou seront accordés aux fonctionnaires, employés ou agents pour en jouir en Afrique du Nord ou en territoire métropolitain libéré, il sera substitué pour compter du 1^{er} janvier 1944, aux éléments isolés ou cumulés de rémunération ci-après : supplément colonial, indemnité de séjour en France, indemnité de zone, suppléments nord-africains, une indemnité spéciale de congé fixée à 36.000 francs l'an.

Si le fonctionnaire est accompagné de sa famille, cette indemnité sera majorée d'un tiers pour la femme et d'un sixième pour chaque enfant ouvrant droit aux charges de famille.

Si le fonctionnaire a sa famille en territoire occupé par l'ennemi, il continuera, par dérogation aux dispositions précédentes, à percevoir pendant la durée de son absence de sa colonie de service, les indemnités de charges de famille et leurs majorations aux taux en vigueur dans cette colonie. Le montant de ces indemnités continuera à être retenu pour la « délégation pécule ».

ART. 20. — Les fonctionnaires, employés et agents ayant bénéficié depuis la date indiquée à l'article précédent, à l'occasion d'un congé de convalescence ou d'une permission d'absence en Afrique du Nord ou en Corse, d'une rémunération supérieure à celle prévue au dit article, ne rembourseront pas le trop perçu.

ART. 21. — Le présent décret est applicable aux fonctionnaires, employés et agents des cadres métropolitains, généraux et locaux des services coloniaux, ainsi qu'aux membres de leurs familles, tels qu'ils sont définis à l'article 51 du décret du 3 juillet 1897.

ART. 22. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret n° 822 du 13 mars 1943 du Comité national français.

ART. 23. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 1^{er} août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

TABLEAUX ANNEXES

au décret relatif aux congés de convalescence et permissions d'absence pouvant être accordées aux fonctionnaires des services coloniaux pendant la durée des hostilités

FIXATION DU MINIMUM PREVU A L'ARTICLE 7

TABLEAU I.

Par mois et par membre de famille séjournant dans un des pays indiqués ci-après :

BÉNÉFICIAIRES	QUOTITÉ EN FRANCS FRANÇAIS		
	CONGO BELGE	COLONIES OU DOMINIONS BRITANNIQUES D'AFRIQUE	POSSESSIONS PORTUGAISES D'AFRIQUE
Célibataire ou chef de famille seul ou épouse seule	5.000	7.100	5.650
Ménage	7.800	11.300	9.900
Enfants de plus de 12 ans	3.550	4.250	4.250
Enfants de 3 à 12 ans	1.400	2.550	2.550
Enfants de moins de 3 ans	700	1.400	1.400

NOTA. — Les taux indiqués ci-dessus, majorés de 50 p. 100, représentent le montant des devises étrangères que les intéressés auront la possibilité de se procurer auprès des organismes bancaires.

Restent compris dans les frais de voyage à la charge du budget

1^o les dépenses de l'hôtellerie à bord des bateaux, lorsqu'elles ne seront pas comprises dans le prix du transport, et sur la base des tarifs et conditions des compagnies de navigation ou agences de voyage ;

2^o le montant des mémoires que ces organismes présenteraient, le cas échéant, pour tous frais de correspondance entraînés pour retenir les places attribuées par les billets de voyage.

TABLEAU II.

Par mois et par membre de famille séjournant à la métropole ou dans son pays d'origine :

BÉNÉFICIAIRES	QUOTITÉ EN FRANCS FRANÇAIS
Epouse	1.500
1 ^{er} enfant	Taux des indemnités pour charges de famille calculés à raison du rang des enfants, augmentés du supplément colonial en vigueur dans la colonie où sert le chef de famille et de majoration pour séparation, ainsi que des majorations pour enfants de l'indemnité de zone.
2 ^e enfant	
3 ^e enfant et suivants	

TABLEAU III.

Par mois et par membre de famille séjournant dans les colonies et territoires relevant du commissariat aux colonies :

BÉNÉFICIAIRES	QUOTITÉ EN FRANCS FRANÇAIS
Célibataire ou chef de famille seul	A déterminer par les chefs de colonies, conformément aux dispositions de l'article 13.
Epouse seule	
Ménage	Taux des indemnités pour charges de famille calculés à raison du rang des enfants, augmentés du supplément colonial en vigueur dans la colonie d'affectation du chef de famille et des majorations pour enfants de l'indemnité de zone.
1 ^{er} enfant	
2 ^e enfant	
3 ^e enfant et suivants	

Solde et indemnités

N° 473 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

14 septembre 1944. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 11 août 1944 qui annule :

1° — l'acte dit « décret du 19 décembre 1940 » abrogeant certaines dispositions des articles 8 et 13 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial (fonctionnaires admis à la retraite);

2° — l'acte dit « décret du 25 juin 1942 » modifiant l'article 8 (paragraphe 2) du décret du 2 mars 1910 précité et attribuant une indemnité complémentaire aux fonctionnaires et agents des services coloniaux admis à la retraite et en instance de rapatriement.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE Française :

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies et du Commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

DECRETE:

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent nuls les actes dits :

« décret du 19 décembre 1940 » abrogeant certaines dispositions des articles 8 et 13 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

et « décret du 25 juin 1942 » relatif à l'attribution d'une allocation complémentaire aux fonctionnaires

et agents des services coloniaux rayés des contrôles par suite d'admission à la retraite et en instance de rapatriement.

Echappent toutefois à cette nullité les effets résultant de leur application entre la date de leur mise en vigueur et celle du présent décret.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel* de la République française.

Alger, le 11 août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Amendes pénales

N° 461 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

12 septembre 1944. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 17 juillet 1944 qui valide :

1° — l'acte dit « décret du 29 décembre 1941 » rendant applicables aux Territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies, autres que les Antilles, la Réunion, les Indes et l'Indochine, les dispositions de la loi du 26 juillet 1941 qui a fixé le taux des amendes pénales dans la Métropole;

2° — l'acte dit « décret du 24 juin 1942 » qui modifie et complète l'acte dit « décret du 29 décembre 1941 » précité.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du commissaire aux colonies et du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont validés les actes de l'autorité de fait dits : 1^o — « décret du 29 décembre 1941 », portant application aux territoires relevant du secrétariat d'état aux colonies, autres que les Antilles, la Réunion, l'Inde et l'Indochine, des dispositions de la loi du 26 juillet 1941, fixant le taux des amendes pénales;

2^o — « décret du 24 juin 1942 » interprétant et complétant le précédent.

ART. 2. — Les dispositions du présent texte sont étendues aux territoires relevant du commissariat aux colonies, autres que les Antilles et la Réunion.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies, et le commissaire à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 17 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Mariage des membres des forces britanniques

N^o 462 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

12 septembre 1944. — Est promulguée dans le Territoire du Togo l'ordonnance du 18 juillet 1944, modifiant et complétant les articles 1^{er} et 2 de l'ordonnance du 23 juillet 1943 sur le mariage des membres des forces britanniques dans les territoires relevant de l'autorité du Comité Français de la Libération Nationale.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du commissaire à la justice, du commissaire aux affaires étrangères et du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'ordonnance du 23 juillet 1943 sur le mariage des membres des forces britanniques dans les territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'ordonnance du 23 juillet 1943 sur le mariage des forces britanniques sur les territoires relevant du Comité français de la Libération nationale, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Les membres des forces navales (y compris « Royal Marine »), des forces militaires ou des forces de l'air britanniques, les membres du « service féminin de la marine royale » ainsi que tous les nationaux bri-

tanniques soumis à la loi militaire ou à la loi des forces aériennes britanniques, peuvent contracter mariage... ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — L'article 2 de l'ordonnance susdite du 23 juillet 1943 est ainsi modifié :

« Une déclaration délivrée par le commandant naval, militaire ou des forces de l'air britanniques... ».

(Le reste sans changement).

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 18 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Décorations

DECRET du 20 juillet 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des Commissaires à la Guerre, à la Marine, à l'Air, aux Affaires étrangères;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'ordonnance du 7 janvier 1944, relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre;

Vu les décrets des 10 juin 1853, 28 mars 1875 et 29 Novembre 1915, relatifs aux décorations étrangères;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les décorations françaises, autres que la Croix de guerre, sont décernées aux étrangers par décision du Gouvernement.

Les Commissaires centralisent les propositions émanant de leur département.

Ils les transmettent au Commissaire aux Affaires étrangères, chargé de recueillir, par la voie diplomatique, l'agrément des Gouvernements étrangers.

Lorsque cet agrément est obtenu, le Commissaire intéressé et le Commissaire aux Affaires étrangères établissent conjointement un rapport de présentation soumis à la décision du Gouvernement.

L'attribution des décorations est faite par décret.

ART. 2. — Pour les militaires français servant à titre étranger, les dispositions réglementaires dans l'armée française sont appliquées.

ART. 3. — Les officiers généraux commandant de forces en opérations peuvent décerner aux membres des armées alliées des citations pour faits de guerre jusqu'à l'ordre du corps d'armée inclus, avec l'agrément préalable du haut-commandement allié sur le théâtre d'opérations considéré.

Les citations à l'ordre de l'armée ne sont décernées que par le Président du Gouvernement Provisoire de la République française, Chef des armées, sur présentation des commissaires intéressés.

ART. 4. — L'acceptation et le port des décorations étrangères attribuées à des Français sont subordonnés à une autorisation du Gouvernement.

Les demandes d'autorisation sont adressées hiérarchiquement par l'intermédiaire du Commissaire dont relève l'intéressé à raison de ses fonctions ou de son emploi.

ART. 5. — Les officiers généraux commandant des forces en opérations pourront recevoir délégation du Gouvernement à l'effet d'autoriser les militaires placés sous leurs ordres à accepter et à porter les décorations étrangères attribuées pour faits de guerre par les Etats alliés.

Les autorisations ainsi délivrées seront soumises à la ratification du Gouvernement dans un délai de trois mois.

ART. 6. — Les Commissaires à la Guerre, à l'Air, à la Marine, aux Affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 20 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le Commissaire à la Guerre,
André DIETHELM.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire à l'Air,
Fernand GRENIER.

Loyers

N° 469 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

14 septembre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 24 juillet 1944 qui :

1^o — valide :

a) l'acte dit « décret du 9 février 1942 » complétant et modifiant le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique Occidentale Française;

b) l'acte dit « décret du 13 mai 1942 » qui a étendu au Togo les dispositions du décret du 8 mai 1938 et ses modificatifs subséquents;

2^o — abroge et remplace par de nouvelles dispositions les articles 1 et 2 du décret du 8 mai 1938 susvisé et crée un article 2 bis;

3^o — complète l'article 2 du décret validé du 9 février 1942.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur la proposition du Commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité Français de la Libération Nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 25 août 1937 sur la propriété commerciale;

Vu le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique Occidentale Française et les actes qui l'ont complété ou modifié, et en particulier l'acte dit « décret du 9 février 1942 »;

Vu le décret du 13 mai 1942 rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 8 mai 1938 telles qu'elles ont été modifiées ou complétées par les actes subséquents;

Vu le décret du 29 janvier 1944 portant prorogation de jouissance des loyers en Afrique Occidentale Française et au Togo;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont validés les actes de l'autorité de fait dits :

1^o — « Décret du 9 février 1942 » complétant et modifiant le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique Occidentale Française;

2^o — « Décret du 13 mai 1942 » rendant applicables au Togo les dispositions du décret du 8 mai 1938 telles qu'elles ont été modifiées ou complétées par les actes subséquents.

ART. 2. — Les articles 1 et 2 du décret du 8 mai 1938 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article Premier. — En Afrique Occidentale Française et au Togo, les loyers des locaux de toute nature, à usage d'habitation, ou affectés à l'exercice d'une fonction publique, construits avant le 1^{er} janvier 1936, ne pourront être supérieurs de 25% à la valeur locative de l'immeuble au 1^{er} janvier 1936, sauf toutefois dans le cas prévu à l'article 2 ci-après.

« La valeur locative au 1^{er} janvier 1936 est établie d'après le dernier terme payé avant cette date au propriétaire de l'immeuble, ou, à défaut de précision sur ce point, d'après les loyers payés à cette époque pour des logements similaires.

« Les loyers de locaux à usage d'habitation construits postérieurement au 1^{er} janvier 1936 ne pourront être supérieurs à 35% du taux des loyers pratiqués au 1^{er} janvier 1936 pour les logements similaires.

« En cas de sous-locations de locaux à usage d'habitation, passées par les locataires, le taux de la sous-location totale ne pourra être supérieur à la valeur de la location elle-même, si les locaux sous-loués ne sont pas meublés par le locataire.

« Lorsque les meubles seront fournis par le locataire, le prix de la sous-location ne pourra excéder de plus de 50% la valeur de la location elle-même.

« Les contestations qui pourraient se produire en cas de sous-location totale ou partielle d'un logement, seront tranchées par la commission centrale et les commissions locales prévues à l'article 2 du décret validé du 9 février 1942. Dans tous les cas de sous-location partielle ou totale d'un local à usage d'habitation meublé ou non meublé, le propriétaire ou son représentant aura la possibilité de concourir à l'acte de sous-location. Le locataire devra faire connaître par écrit au propriétaire son intention de sous-louer. Le propriétaire devra, dans les quinze jours de la réception de cet avis, faire connaître par lettre recommandée s'il entend concourir à l'acte. S'il refuse, ou s'il s'abstient de répondre, l'acte pourra être passé sans son concours.

« Le locataire devra également faire au maire ou au chef de la circonscription administrative du lieu de la sous-location une déclaration de sous-location en indiquant les modalités de sous-location : sous-location meublée ou non, totale ou partielle, prix, nom du sous-locataire.

Art. 2. — Dans les cas où des circonstances particulières notamment des agrandissements, des améliorations importantes apportées à l'immeuble, des

baux de longue durée depuis longtemps acceptés par les preneurs, justifieront un dépassement de la valeur locative comme il est spécifié à l'article premier, ces circonstances seront appréciées en cas de contestation, par l'une des juridictions compétentes indiquées aux articles 5 et 8 du présent décret, qui déterminera après avis, le cas échéant, d'une commission de trois membres qu'elle nommera et qui comprendra notamment un ingénieur ou un agent technique ou encore un entrepreneur des travaux publics, le chiffre de la majoration autorisée. Cette majoration ne devra, en aucun cas, permettre l'amortissement du capital dépensé sur une période inférieure à dix années, ni dépasser 20% pour les immeubles antérieurs à 1936 et 25% pour les immeubles plus récents, du prix du loyer, y compris les charges locatives, perçu à l'époque de l'exécution des travaux.

Article 2. bis. — Les sous-locations qui auraient été conclues à des taux supérieurs à ceux précisés à l'article premier devront être ramenées aux taux autorisés.

ART. 3. — L'article 2 du décret validé du 9 février 1942 est ainsi complété :

« La commission centrale et les commissions locales seront également chargées de décider du caractère réel de la location quand il s'agira de locaux mixtes, c'est-à-dire servant à la fois à l'habitation et au commerce.

« Elles prononceront à titre définitif sur simple lettre de la partie la plus diligente, sans frais, et contradictoirement, les parties entendues ou dûment convoquées, après examen des lieux.

« Leur décision sera notifiée aux parties, conformément à l'article 3 du présent décret et entraînera *ipso facto*, selon les cas, l'application au bail et aux loyers, soit du décret du 8 mai 1938 sur les locaux d'habitation et des textes qui l'ont modifié, soit du décret du 25 août 1937, sur la propriété commerciale, à l'exclusion de tous autres textes.

« Le caractère des locaux ainsi déterminé ne pourra plus être changé au gré des parties que conformément à l'article 2 du présent décret ».

ART. 4. — Le présent décret entrera immédiatement en vigueur et sera également applicable aux bénéficiaires des dispositions du décret du 29 janvier 1944 reportant jusqu'au 1^{er} janvier 1945 le terme de prorogation de jouissance prévu aux articles 10 et suivants du décret du 8 mai 1938.

ART. 5. — Le Commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 24 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Magistrature coloniale

N° 470 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

14 septembre 1944. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 26 juillet 1944 complétant l'article 16 du décret du 22 août 1928, fixant le statut de la magistrature coloniale (n° 1 bis : conditions d'exercice des fonctions de magistrat par intérim par les combattants et anciens combattants licenciés en droit).

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Commissaire aux colonies et du Commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité Français de la Libération Nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale et les actes subséquents qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'article 16, n° 1 du décret du 22 août 1928 modifié par le décret du 11 mai 1934, portant statut de la magistrature coloniale, un n° 1 bis ainsi conçu :

« Les combattants et anciens combattants, licenciés en droit réunissant les conditions d'âge prévues aux articles 20, 22 et 56 du présent décret pour exercer des emplois de magistrat par intérim aux colonies qui justifient :

1° — avoir participé effectivement à des opérations de guerre;

2° — avoir rempli, avant leur mobilisation pendant 2 ans au minimum, des fonctions judiciaires intérimaires, même s'ils n'ont pas 2 ans de stage au barreau ».

ART. 2. — Le Commissaire aux colonies et le Commissaire à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 26 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Sociétés coopératives d'information

N° 471 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

14 septembre 1944. — Est promulguée dans le Territoire du Togo l'Ordonnance du 27 juillet 1944 réglementant les sociétés coopératives d'information.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire à l'information;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, ensemble les lois qui l'ont complétée ou modifiée;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés coopératives d'information sont des sociétés à capital et personnel variables, constituées conformément au titre III de la loi du 24 juillet 1867 par des personnes physiques ou morales exploitant en France métropolitaine ou dans les territoires d'outre-mer, des entreprises de journaux quotidiens ayant pour objet :

1° — d'effectuer contre rémunération à leurs adhérents, l'émission et la diffusion des informations;

2^o — d'exercer toute activité se rattachant directement à cet objet;

3^o — de distribuer leurs bénéfices entre leurs associés ou d'en affecter tout ou partie à des œuvres de solidarité sociale dans les conditions déterminées par leurs statuts.

Le capital des dites sociétés peut être fixé, lors de la fondation, à une somme supérieure à 200.000 francs ou augmenté en une année de plus de 200.000 francs par dérogation à l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867.

ART. 2. — Elles peuvent ne pas effectuer exclusivement à leurs membres le service des informations. Dans ce cas, le prix de vente est fixé dans les conditions qui sont prévues par les statuts.

ART. 3. — Si leurs statuts les y autorisent, les coopératives d'information peuvent distribuer au capital versé un intérêt prélevé sur les bénéfices et qui n'est en aucun cas supérieur à 6 %.

ART. 4. — Les parts ou actions des sociétés coopératives d'information sont réparties entre les associés, proportionnellement à leur tirage, dans les conditions qui sont fixées par les statuts. Les associés ont autant de voix qu'ils possèdent de parts ou d'actions dans la société.

ART. 5. — Les sociétés coopératives d'information peuvent former entre elles une union sous la forme de société à personnel et capital variables, pour l'émission et la diffusion des informations, pour l'achat du matériel nécessaire à leur fonctionnement ainsi que pour l'accomplissement de leurs opérations.

ART. 6. — Cette union ne peut admettre, comme sociétaires, que des coopératives d'information. Elle est soumise aux règles établies par les articles 1, 2, 3 et 4 de la présente ordonnance.

ART. 7. — Les sociétés et l'union de sociétés prévues aux articles précédents sont administrées dans les conditions prévues par leurs statuts.

ART. 8. — Dans les organes de délibération, de gestion ou de vérification prévus par les lois en vigueur, les sociétés et l'union des coopératives d'information sont tenues, à peine de nullité du pacte social, d'instituer par leurs statuts une commission chargée d'assurer le respect des lois et règlements en matière d'information.

Cette commission a, notamment, qualité pour proposer au vote de l'assemblée générale des sociétaires la sanction, allant jusqu'à la déchéance ou la révocation de leurs auteurs, de tous faits et actes des associés de nature à porter atteinte à l'impartialité de l'information et à l'indépendance de la société ou de l'union des sociétés coopératives d'information.

La Commission prévue au présent article est composée de trois à six membres même non associés. Ceux-ci sont élus par l'assemblée générale sur une liste de personnes établie à la requête de la société par le président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le siège de celle-ci. Cette liste contient un nombre de noms double de celui des membres à désigner.

ART. 9. — Les sociétés et l'union de sociétés prévues aux articles précédents peuvent, si elles satisfont aux conditions énoncées par la présente ordonnance, recevoir des avances de l'Etat.

Celles-ci sont consenties par le Commissaire à l'information et après avis d'une commission spéciale.

Cette commission donne son avis non seulement sur la quotité des avances, mais, d'une manière générale, sur les conditions auxquelles est subordonné l'octroi desdites avances, leur taux d'intérêt et leurs modalités de remboursement.

ART. 10. — Un décret en forme de règlement d'administration publique, détermine la composition de la commission prévue à l'article précédent et, s'il y a lieu, les conditions d'application des dispositions de l'article 9 ci-dessus, notamment la forme des conventions, la durée des prêts, les sanctions éventuelles et les voies de recours en cas d'inexécution des engagements contractés par les sociétaires ou l'une des sociétés coopératives d'information bénéficiaire des avances.

ART. 11. — Jusqu'à la libération du territoire métropolitain, le commissaire à l'information est autorisé à souscrire des parts ou des actions dans la ou les sociétés coopératives d'information prévues ci-dessus, pour le compte de l'ensemble des journaux quotidiens de la France métropolitaine.

Ces souscriptions seront réglées par le débit d'un compte spécial dont l'ouverture est autorisée dans les écritures du trésor central sous l'intitulé « compte des participations du commissariat à l'information aux sociétés coopératives et union de sociétés » (ordonnance du 27 juillet 1944).

Ces parts ou actions doivent être rétrocédées aux journaux quotidiens dans un délai maximum d'un an à dater du décret fixant la date de cessation des hostilités, aux conditions qui seront fixées par un décret pris sur la proposition du commissaire à l'information et du commissaire aux finances. Le produit de la rétrocession sera porté en recette au compte spécial prévu ci-dessus.

ART. 12. — Dans le même délai d'un an prévu à l'article précédent, les sociétés constituées avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et dont l'objet est celui défini par l'article 1^{er} ci-dessus, peuvent adapter leurs statuts à ces dispositions. Les formalités à remplir pour la validité des réunions où est discutée cette adaptation, sont celles fixées par les statuts pour les assemblées générales ordinaires de la société.

ART. 13. — La présente ordonnance est applicable à l'Algérie et aux colonies. Elle sera publiée au *Journal Officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 27 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

Le Commissaire aux Finances p. i.,
P. GIACOBBI.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à l'Intérieur p. i.,
François de MENTHON.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Production industrielle

ARRETE N° 2264 T. P. du 10 août 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté N° 1539/TP. du 30 avril 1941, portant répartition des produits métallurgiques et autres articles relevant de la Production Industrielle;

Sur la proposition du Directeur général des Travaux Publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 1539/TP. du 30 avril 1941 susvisé est complété comme suit :

« Article 5 bis. — Les produits figurant à la nomenclature annexée au présent arrêté provenant soit d'un territoire français, soit d'un territoire étranger, et qui ne font pas l'objet d'un contingent alloué à la Fédération sont soumis à la réglementation suivante :

« a) lorsque la commande a été soumise au visa des autorités fédérales (Direction de la Production Industrielle) et si la destination en est alors connue (commande passée directement par l'utilisateur, ou bien commande passée par une maison de commerce ou un atelier de fabrication en vue de satisfaire à un contrat de fourniture conclu avec un utilisateur) les produits importés seront, après accomplissement des formalités réglementaires en douanes, attribués à l'utilisateur final désigné dans la commande; la délivrance des visas est soumise à la procédure indiquée à l'article 5.

« b) lorsque la commande a été passée directement par l'utilisateur sans avoir été soumise au visa des autorités fédérales ou sans avoir obtenu le dit visa, ou bien lorsque la commande a été passée par une maison de commerce soit au titre de ses approvisionnements (vente à clientèle non dénommée) soit en vue de satisfaire à un contrat de fourniture non soumis au visa préalable des autorités fédérales, ou n'ayant pas obtenu ce visa, les produits importés feront obligatoirement l'objet d'une déclaration de stocks à la direction de la Production Industrielle et seront soumis à répartition entre les divers groupements utilisateurs ».

ART. 2. — A titre exceptionnel et pour les commandes en cours d'exécution à la date du présent arrêté, la condition posée au § a/ du nouvel article 5 bis ci-dessus sera considérée comme remplie si le titulaire de la commande en fait la déclaration (avec justifications à l'appui) dans un délai de Quinze jours au Directeur de la Production Industrielle.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 10 août 1944.
P. Cournarie.

Office colonial des changes

ARRETE N° 2392 F. du 23 août 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. modifié par les décrets du 4 décembre 1920 et du 8 janvier 1942;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change, le commerce de l'or;

Vu le décret du 2 juin 1944 portant règlement d'administration publique relatif aux Offices Coloniaux des Changes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés les arrêtés généraux portant organisation et fonctionnement de l'Office des Changes de l'A.O.F. et du Togo, notamment l'arrêté n° 3298 F. du 15 septembre 1943.

ART. 2. — L'Office Colonial des Changes de l'A.O.F.-Togo est organisé et fonctionne sous l'autorité du Gouverneur général comme établissement public autonome dans les conditions précisées par le décret du 2 juin 1944 susvisé.

ART. 3. — Le Directeur général des Finances de l'A.O.F. est chargé des fonctions de Directeur de l'Office Colonial des Changes. La Banque de l'Afrique Occidentale à Dakar est désignée comme gérante de la section comptable de l'Office.

ART. 4. — L'Office des Changes de l'Afrique Occidentale Française peut, avec l'autorisation du Gouverneur général, déléguer aux Gouverneurs des Colonies limitrophes de territoires étrangers le pouvoir d'autoriser certaines opérations de change dans les limites fixées par l'Office et conformément à ses instructions.

L'exécution de ces opérations est confiée, dans chacune des dites colonies, à l'agence locale de la banque de l'Afrique Occidentale.

ART. 5. — Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} septembre 1944.

ART. 6. — Le Secrétaire Général du Gouvernement général de l'A.O.F., le Directeur général des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux journaux officiels de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 23 août 1944.

P. Cournarie.

Mobilisation

DECISION N° 2.436 C. M. du 28 août 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'arrêté n° 191 C. M. du 15 janvier 1943 relatif à la mobilisation en A.O.F. et au Togo;

Sur la demande du Commissaire à la Guerre;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les étrangers ne justifiant d'aucune nationalité (1) (apatrides) et appartenant aux classes 1930 à 1945 seront mobilisés le 1^{er} octobre 1944.

ART. 2. — Le Général Commandant supérieur des Troupes de l'A.O.F. est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera communiquée et publiée partout où besoin sera.

Dakar, le 28 août 1944.
P. Cournarie.

(1) A l'exclusion des étrangers bénéficiaires du droit d'asile qui possèdent une nationalité définie.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Cessions de travaux faites par le Service des T. P.**ARRETE** N° 459 TP. du 12 septembre 1944.L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction générale du 16 janvier 1905 sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des colonies, notamment en son article 332, paragraphe 4^e;

Vu l'instruction du 4 octobre 1938 sur la comptabilité administrative des travaux en régie, et notamment son annexe IV;

Vu la circulaire n° 229 TP. du 9 octobre 1940 de M. Le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'A.O.F.;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux Publics;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — La majoration pour frais généraux applicable à toutes les cessions de travaux faites par le Service des Travaux Publics, aux autres Services et aux Particuliers, est fixée jusqu'à nouvel ordre et à partir du 1^{er} septembre 1944, à 25 %.**ART. 2.** — Cette majoration est distincte de la majoration de 25 % prévue à l'article 162 de l'Instruction du 16 janvier 1905 portant règlement sur la Comptabilité Générale de Matières, et qui reste applicable pour les cessions faites aux particuliers.**ART. 3.** — Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté N° 671 du 2 décembre 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 septembre 1944.

J. NOUTARY.

Café**ARRETE** N° 463 AE. du 12 septembre 1944.L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme 291 du 8 septembre 1944 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — La date de fermeture de la campagne d'achat du café 1943/1944 est fixée au 15 septembre 1944.**ART. 2.** — Les commerçants devront faire la déclaration de tous les stocks de café racheté ou non racheté qu'ils détiennent à la date du 15 septembre 1944; ces déclarations devront faire ressortir le tonnage de la totalité des stocks existants par récolte, variétés et qualités et en distinguant les stocks déjà rachetés et ceux non rachetés.

Les déclarations devront être adressées dans les 24 heures :

1° — pour les stocks existant à Lomé au Chef du Bureau Economique qui fera contrôler par le Service du C.P.S.;

2° — pour les stocks existant ailleurs qu'à Lomé aux chefs de Circonscription. Ceux-ci devront vérifier l'exactitude des déclarations, dresser procès-verbal de leurs constatations et poster à l'adresse du Chef du Bureau Economique dans les 48 heures, délai impératif, les déclarations accompagnées des dits procès-verbaux.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté et notamment la dissimulation des stocks, l'inexactitude des déclarations seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.**ART. 4.** — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T., dans les bureaux des Cercles et Subdivisions intéressés et en tous lieux publics.

Lomé, le 12 septembre 1944.

J. NOUTARY.

Piment**ARRETE** N° 464 AE. du 12 septembre 1944.L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'Inspection des Produits et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté 236 du 4 mai 1944 fermant la campagne d'achat du piment;

Sur la proposition de la Chambre de Commerce;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Est rapporté pour compter du 15 septembre 1944 l'arrêté 236 du 4 mai 1944 susvisé et l'achat des piments est à nouveau autorisé pour compter de cette date.**ART. 2.** — Les prix aux producteurs demeurent ceux fixés par l'arrêté n° 166 AE. du 29 mars 1944.**ART. 3.** — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions et des P. T. T.

Lomé, le 12 septembre 1944.

J. NOUTARY.

Karité**ARRETE** N° 465 AE. du 12 septembre 1944.L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté 219 du 24 avril 1944 réglementant le conditionnement des amandes de karité;

Après avis de la Chambre de Commerce;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté 219 du 24 avril 1944 susvisé.

ART. 2. — Pour être admises à la circulation, à l'achat et à la vente dans l'intérieur du Territoire, ainsi qu'à l'exportation, les amandes de karité devront répondre aux conditions suivantes :

Etre sèches, ne pas contenir plus de 4 pour cent de matières étrangères telles que débris de coques, etc...

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 septembre 1944.

J. NOUTARY.

Marchandises d'importation

ARRETE No 475 AE./3 du 19 septembre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général no 2774 se. du 7 août 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre sont bloquées les marchandises suivantes récemment débarquées au Territoire :

Pâtes alimentaires;

Farine de céréales pour enfants;

Chaussures;

Chaussettes;

Assiettes, soucoupes et tasses en porcelaine.

ART. 2. — Un arrêté fera ultérieurement connaître les modalités de vente de ces marchandises.

ART. 3. — Toute vente de l'une des marchandises ci-dessus bloquées est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux de Postes et en tous lieux publics.

Lomé, le 19 septembre 1944.

J. NOUTARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promotions

No 1373. — Par arrêté du commissaire aux finances en date du 5 juillet 1944.

Sont élevés sur place à la hors-classe, les vérificateurs, contrôleurs, 1^{re} classe, dont les noms suivent :

Toqué Louis — Togo — pour compter du 1^{er} janvier 1942.

Administrateurs des colonies

Par décret en date du 7 août 1944, sont nommés administrateurs adjoints de 3^e classe des colonies, pour compter du 1^{er} août 1944, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

Brustlein Charles;

élèves administrateurs des colonies.

Ecole nationale de la France d'Outre-mer

ARRETE No 742 du 28 août 1944.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES :

Sur la proposition du jury de correction des épreuves du concours d'admission au stage de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer;

ARRETE

comme suit la liste des candidats admis à la suite du concours des 3 et 4 avril 1944 :

Pagès Georges,

Berlie Michel.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Nomination — Affectation

Par arrêtés du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française des :

7 septembre 1944. — Les élèves dont les noms suivent diplômés de l'Ecole William-Ponty (section Enseignement, promotion 1944) sont agréés en qualité d'instituteurs du cadre commun secondaire de l'Enseignement de l'Afrique Occidentale Française et reçoivent les affectations ci-après :

En qualité d'instituteur stagiaire :

• Mama Fousséni, Togo.

Le présent arrêté aura effet pour compter du jour de la mise en route des intéressés à destination de leur poste d'affectation ou de leur prise de service.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Agents auxiliaires***Passage à l'échelon supérieur de salaire*

Par décision n° 390 P. du :

15 septembre 1944. — Madame Heudé Blanche, dactylographe auxiliaire, passe à l'échelon 6 du tableau annexe n° 1 (personnel européen) du règlement intérieur du 24 février 1944, pour compter du 1^{er} juillet 1944.

Titularisation

Par arrêté n° 482 P. du :

22 septembre 1944. — M. Dossou Jean, surveillant de 4^e classe stagiaire du cadre local européen des travaux publics du Togo, est titularisé dans son emploi en qualité de surveillant de 4^e classe pour compter du 10 août 1944, date à laquelle il a accompli son année de stage réglementaire.

PERSONNEL INDIGÈNE**Affectations**

Par décision n° 404 P. du :

21 septembre 1944. — Mlle. Amorin Florentine institutrice stagiaire du cadre commun secondaire de l'Enseignement féminin en A.O.F., mise à la disposition du Commissaire de la République au Togo par arrêté général du 14 août 1944, et arrivée au territoire le 18 septembre 1944, est affectée à l'Ecole Régionale de Palimé, en remplacement de l'institutrice stagiaire Lawson Frida, affectée au Dahomey.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 477 P. du :

19 septembre 1944. — Le médecin auxiliaire de 2^e classe Devo Mensah Joseph, suspendu de ses fonctions par arrêté n° 421/P. du 10 août 1944, percevra la moitié de sa solde déchargée de tous accessoires pour compter du 12 septembre 1944, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt pour détournement de médicaments.

Par arrêté n° 479 P. du :

21 septembre 1944. — L'instituteur adjoint de 4^e classe du cadre commun secondaire de l'Enseignement de l'A.O.F., Sitti Jérémie, en service à Mango, est suspendu de ses fonctions pour compter du 16 septembre 1944, date à laquelle il a abandonné son poste.

Cet agent est privé de toutes solde et indemnités pendant la durée de son absence.

Retraite

Par arrêté n° 476 P. du :

19 septembre 1944. — L'aide-médecin de 2^e classe Vivodi Hermann, en service à Lomé, est admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Agents auxiliaires*Passage à l'échelon supérieur de salaire*

Par décision N° 391 P. du :

15 septembre 1944. — Sont prononcés, pour compter du 1^{er} juillet 1944, les passages aux échelons supérieurs de salaire suivants, dans le personnel auxiliaire des Cercles, Bureaux et Services du Territoire du Togo :

CABINET

A l'échelon 5 de l'échelle 2.

Apety Blaise, dactylographe auxiliaire.

A l'échelon 8 de l'échelle 1

Ecoué Benoît, aide-dactylographe auxiliaire.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Geraldo Sadoulai, dactylographe auxiliaire.

AFFAIRES ECONOMIQUES

A l'échelon 7 de l'échelle 2

Khoumar Darius, dactylographe auxiliaire.

FINANCES

A l'échelon 4 de l'échelle 2

Anthony Jacques Cornélius, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

A l'échelon 11 de l'échelle 1

Oke Augustin, ouvrier auxiliaire.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

A l'échelon 2 de l'échelle 3

Atayi Attiogbé Jean, commis-expéditionnaire auxiliaire.

A l'échelon 3 de l'échelle 2

Kalipe Hubert, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

TRÉSOR

A l'échelon 5 de l'échelle 3

Sogodzo Hodson Ernest, comptable auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Bruce Jérémie, aide-comptable auxiliaire.

A l'échelon 5 de l'échelle 2

Djahlin Nikoué Pierre, aide-comptable auxiliaire.

DOMAINES

A l'échelon 10 de l'échelle 3

Creppy Edmond, commis-expéditionnaire auxiliaire.

P. T. T.

A l'échelon 3 de l'échelle 2

Johnson Pacôme, surnuméraire auxiliaire.

Dathevi Richard, surnuméraire auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 1

Seybou Tchakara, surveillant auxiliaire.

T. S. F.

A l'échelon 12 de l'échelle 2

Adzeh François, aide-opérateur radio auxiliaire.

A l'échelon 8 de l'échelle 2

Helegbe Emmanuel, mécanicien radio auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Goussanou André, aide-opérateur radio auxiliaire.

TRAVAUX PUBLICS

A l'échelon 6 de l'échelle 3

Kurt Prangué, maître-ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 5 de l'échelle 3

Ogbenedji Guillaume, dessinateur auxiliaire.

Tévi Victor, maître-ouvrier auxiliaire.

Gada Pierre, maître-ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 4 de l'échelle 3

Nadorh Edoh, maître-ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 9 de l'échelle 2

Ahiakpor Ignace, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

A l'échelon 8 de l'échelle 2

Coco Dominique Hercule, mécanicien auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Sanvee Georges, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

Akoussah Yovo Albert, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Tossah Gilbert, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Seefried Otto. Joseph, mécanicien-conducteur auxiliaire.

A l'échelon 5 de l'échelle 2

Togbe François, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Kpadenou Robert, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Ajavon Amah Raphaël, aide-commis-expéditionnaire auxiliaire.

Kokou Agama, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Têko Ayikoué, ouvrier spécialisé auxiliaire.

A l'échelon 4 de l'échelle 2

Ogbenedji Mathias, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Sallah Koffi Blaise, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Awouanou Nawouanou, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Yebli Djamongué, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Afachao Kodjo Alfred, ouvrier spécialisé auxiliaire.

Yempapou Landi, ouvrier spécialisé auxiliaire.

A l'échelon 3 de l'échelle 2

Edorh Dossou Maroos, ouvrier spécialisé auxiliaire.

A l'échelon 9 de l'échelle 1

da Silva Cosme, ouvrier auxiliaire.

da Silva Damien, ouvrier auxiliaire.

Mensah Vincent, ouvrier auxiliaire.

Akoinde Bakpémi, ouvrier auxiliaire.

Dossou Yovo Pierre, ouvrier auxiliaire.

Ayena Akiko, ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 8 de l'échelle 1

Sessou Jean, aide-mécanicien-conducteur auxiliaire.

Djondo Guillaume, aide-dactylographe auxiliaire.

Johnson Augustin, ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 7 de l'échelle 1

Kinde Arsène, magasinier auxiliaire.

Talle Adjama, chef d'équipe auxiliaire.

Zidol Dossou Linus, ouvrier auxiliaire.

Parou Maridja, ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 1

Folly Alfred, ouvrier auxiliaire.

Attisso Agbélenko, ouvrier auxiliaire.

Sayi Segbonou, ouvrier auxiliaire.

A l'échelon 4 de l'échelle 1

Aguidi Bilantaré, chef d'équipe auxiliaire.

AGRICULTURE

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Battah Alexandre, surveillant d'Agriculture auxiliaire.

A l'échelon 10 de l'échelle 1

Tossah Emmanuel, aide-surveillant d'Agriculture auxiliaire.

Atchikiti Kodjovi Augustin, aide-surveillant d'Agriculture auxiliaire.

A l'échelon 9 de l'échelle 1

Aïla Joseph, aide-surveillant d'Agriculture auxiliaire.

A l'échelon 8 de l'échelle 1

Affoutou Martin, aide-surveillant d'Agriculture auxiliaire.

SANTÉ

A l'échelon 5 de l'échelle 2

Adjete Franklin Akovi, infirmier auxiliaire.

Akoe Emmanuel, infirmier auxiliaire.

Bucknor Gabriel, infirmier auxiliaire.

Abaya Mensah René, infirmier auxiliaire.

Hor Otto Agbavor, infirmier auxiliaire.

A l'échelon 4 de l'échelle 2

Folly Amouzou Adolphe, infirmier auxiliaire.

Kouma Dominique, infirmier auxiliaire.

Hounsounou Daniel, infirmier auxiliaire.

Kouvahe Marc, infirmier auxiliaire.

Magloé Emmanuel, infirmier auxiliaire.

Sossah Boniface, infirmier auxiliaire.

A l'échelon 3 de l'échelle 2

Akouete Damien, infirmier auxiliaire.

Afidegnon Eusèbe, dactylographe auxiliaire.

Afoh Alassani Martin, dactylographe auxiliaire.

A l'échelon 12 de l'échelle 1

Liebl Jean, aide-infirmier auxiliaire.

A l'échelon 10 de l'échelle 1

Lequessim Alba Bayor, aide-infirmière auxiliaire.

A l'échelon 9 de l'échelle 1

Bayode Essolabam, aide-infirmier auxiliaire.

A l'échelon 8 de l'échelle 1

Koubonou Jean, aide-infirmier auxiliaire.
Tchalim Essè, aide-infirmier auxiliaire.
Raven Martin, aide-infirmier auxiliaire.
Kpatcha Karo Benoît, aide-infirmier auxiliaire.

A l'échelon 7 de l'échelle 1

N'Chirifou Bawa, aide-infirmier auxiliaire.
Thom Robert, aide-infirmier auxiliaire.
Loko Daniel, aide-dactylographe auxiliaire.
Bao Benoît, aide-infirmier auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 1

Kpakpabia Joseph, aide-infirmier auxiliaire.
Solitoke Eso Kolassiba, infirmier auxiliaire.
Kpakpabia Alphonse, infirmier auxiliaire.

A l'échelon 5 de l'échelle 1

Azamety Laurentia, aide-assistante sociale auxiliaire.

ENSEIGNEMENT

A l'échelon 3 de l'échelle 3

Doh Seth, instituteur auxiliaire.

A l'échelon 7 de l'échelle 2

Van Lare Adélaïde, monitrice auxiliaire.

A l'échelon 6 de l'échelle 2

Koussougbo François, moniteur auxiliaire.
Landjekpo Tipoh Michel Martin, moniteur auxiliaire.
Sitti Ayi Cyprien, moniteur auxiliaire.
Amouzougan Abalo, moniteur auxiliaire.

A l'échelon 5 de l'échelle 2

Randolph Symphorien, moniteur auxiliaire.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

A l'échelon 4 de l'échelle 2

Maboudou Bernard, aide-météorologiste auxiliaire.

VOIRIE DE LOMÉ

A l'échelon 5 de l'échelle 1

Akouete Georges, garde d'hygiène auxiliaire.
Ayi Pius Kouassi, garde d'hygiène auxiliaire.
Koudouvoh Michel, garde d'hygiène auxiliaire.

Affectations

Par décision n° 399 p. du :

17 septembre 1944. — Sont affectés à Lomé, les agents des travaux publics ci-après dénommés, en service au cercle de Sokodé :

Gbegnedji Guillaume, dessinateur auxiliaire;
d'Almeida Jules, magasinier auxiliaire.

Par décision n° 400 p. du :

17 septembre 1944. — Le facteur-chef auxiliaire des P.T.T. Messan Jean, en service à la recette principale de Lomé, est affecté au bureau de Sokodé, en remplacement de l'agent journalier Houéssou François, licencié.

Licenciements

Par décision n° 392 p. du :

15 septembre 1944. — Sont licenciés de leur emploi pour compter du 1^{er} octobre 1944, pour mauvaise manière habituelle de servir :

Zockson Koffi Paul, facteur auxiliaire en service à Palimé,

Amedodzie Hermann, infirmier auxiliaire en service à Sokodé.

Par décision n° 393 p. du :

15 septembre 1944. — L'aide-dactylographe auxiliaire Lissan Jacob, en service à Mango, est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} octobre 1944 pour mauvaise manière de servir.

*Agents forestiers**Affectations*

Par décision n° 402 p. du :

20 septembre 1944. — Les agents forestiers dont les noms suivent, reçoivent les affectations ci-après :

Lomé

Konan Kouassi Bernard, assistant surnuméraire des Eaux et Forêts,

Possian Antoine, garde forestier stagiaire.

Palimé

Dossou Florentin, garde forestier stagiaire,
Woolding Henri, surveillant journalier.

Wouto (subdivision de Klouto)

Adamah Paul, garde forestier stagiaire.

Amakpave (subdivision d'Atakpamé)

Ayouba Assani, garde forestier stagiaire.

Kpele (subdivision d'Atakpamé)

de Souza Léon, garde forestier stagiaire.

Djemegni (subdivision d'Atakpamé)

Amadou Moïse, garde forestier stagiaire.

Asrama (subdivision d'Atakpamé)

Nouatin Pascal, garde forestier stagiaire.

Tetetou et Tohoun (subdivision d'Atakpamé)

Accotchou Boniface, garde forestier stagiaire.

Atakpamé

Talon Lucien, garde forestier stagiaire.
Alidjinou Novidé Elie, surveillant auxiliaire.

Agbonou (subdivision d'Atakpamé)

Folly Jérôme, garde forestier stagiaire.

Have (subdivision d'Atakpamé)

Agblami Gabriel, garde forestier stagiaire.

Tchorogo (subdivision d'Atakpamé)

Smith Léopold, garde forestier stagiaire.

Aledjo-Kadara (subdivision de Sokodé)

Anagonou Marcellin, garde forestier stagiaire.

Sokodé

Whannou Daniel, garde forestier stagiaire.
de Souza François, surveillant journalier.

Sansanne-Mango

Noviho Antoine, garde forestier stagiaire.

Anécho

Dagnon Charles, garde forestier stagiaire.

Gardes-frontières*Nominations*

Par arrêté n° 478 P. du :

20 septembre 1944. — Sont nommés gardes-frontières stagiaires du cadre local du Togo, pour compter de la date de leur prise de service :

Akouégnon Thomas,
Ankou Barnabas,
Dravie Michel,
Assiogbon Just Frumens,
Kouwonou Emmanuel,
Sossah Bonaventure,
Lawson Espoir.

Ces agents sont mis à la disposition du chef du service des Douanes.

Forces de police

Par arrêté n° 481 P. M. du :

21 septembre 1944. — Sont agréées à compter du 1^{er} septembre 1944 :

A la 2^e compagnie de milice

1^{re} — comme stagiaires catégorie A :

Houéhanou Gaston — ex-tirailleur de 2^e classe,
Togbé Bossa — ex-tirailleur de 2^e classe.

2^{re} — comme stagiaires catégorie B :

Kegbalo Jean,
Kougue Sambiani,
Tcha Gabriel,
Djagba Telimbiendja,
Morou Adam.

A la 1^{re} Compagnie de Milice

1^{re} — comme stagiaires catégorie A :

Seydou Sakia — ex-tirailleur de 2^e classe,
Houngbedji Fanou — ex-tirailleur de 2^e classe.

2^{re} — comme stagiaires catégorie B :

Edoh Assou,	Betou Kombati,
Ocloo Randolph,	Sonitete Bagnima,
Kolagbé Linus,	Sanon,
Doumougue Kolani,	Baouenama Daléma,
Nam Laré,	Tassou Kétésona,
Tchapo Pamoula,	Djamane Kolani.
Kousoa Baloua,	

Le caporal Nankouaré Laré, N° Mle M/957 AT, de la 2^e Compagnie de Milice, est cassé de son grade et remis milicien de 2^e classe à compter du 15 septembre 1944, pour « abandon de poste ».

Sont inscrits au tableau d'avancement du 2^e semestre 1944 et nommés aux grades ci-après pour compter du 1^{er} octobre 1944 (prise de rang et droit à la solde compris) :

Sergent

Bodjona Daniel, caporal, Mle M/851 BT, de la 1^{re} Cie. Milice,

Badjon, caporal Mle M/635 BT, de la 2^e Cie. Milice,

Agbogao Bali Bako, caporal Mle M/583 BT, de la 1^{re} Cie. Milice.

Caporal

Lamboni Banaké, mil. 1^{re} cl. Mle M/766 BT, de la 2^e Cie. Milice,

Boukay Tokéssima, mil. 1^{re} cl. Mle M/1034 AT, de la 1^{re} Cie. Milice,

Kondo, mil. 1^{re} cl. Mle M/750 BT, de la 2^e Cie. Milice,

Idrissou Mama, mil. 1^{re} cl. Mle M/995 BT, de la 1^{re} Cie. Milice,

Bonbon Jean Marie, mil. 1^{re} cl. Mle M/913 BT, de la 2^e Cie. Milice,

Zato Madah, mil. 1^{re} cl. Mle M/705 BT, de la 1^{re} Cie. Milice,

Sala Vincent, mil. 1^{re} cl. Mle M/938 BT, de la 1^{re} Cie. Milice.

DIVERS*Associations*

N° 2394 A. P. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

23 août 1944. — Est autorisée en Afrique Occidentale Française la constitution de l'association dénommée « Forces Fraternelles Françaises », dont les statuts sont annexés au présent arrêté.

Commandement indigène

Par arrêté n° 480 APA, du :

21 septembre 1944. — Le nommé Maglo Sodofia, chef du canton de Davié (subdivision de Tsévié) est relevé de ses fonctions pour inaptitude physique. L'honorariat de la fonction est accordé au nommé Maglo Sodofia. Il aura droit, en cette qualité, à une allocation mensuelle de 200 francs.

Le nommé Maglo Kokou Dogbla est nommé chef du canton de Davié, en remplacement de Maglo Sodofia.

La dépense est imputable au chapitre 4 (Service d'Administration Générale) article 5 (Circonscriptions Administratives — personnel indigène) paragraphe 3 (Traitements des chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — Budget local du Togo — Exercice 1944.

Commissions

Par décision n° 388 P. du :

14 septembre 1944. — La commission consultative des bourses composée ainsi qu'il suit :

M. Gaudillot, Secrétaire général du Togo	<i>Président</i>
M.M. Sanson, chef du bureau des Finances,	
Le Colonel Pautet, Directeur local de la santé publique, membre du Conseil d'Administration du Territoire,	
Champion, Chef du Service de l'Enseignement,	
Emmanuel Ajavon, Notable Togolais,	
William Mensah, Notable Togolais,	

Membres

se réunira sur convocation de son Président pour étudier les demandes de bourses faites par les élèves togolais continuant leurs études hors du Territoire.

Par décision n° 406 F. du :

21 septembre 1944. — Une commission composée de :

M. le Médecin-Colonel Pautet, Directeur local de la santé publique	<i>Président</i>
M.M. Berlie, Administrateur-adjoint des colonies, en service au Bureau des Affaires Economiques,	<i>Membres</i>
Larrère, Payeur des Trésoreries Coloniales,	
Busson, Pharmacien Capitaine,	
Parot, Lieutenant d'Administration,	<i>Secrétaire</i>

se réunira sur la convocation de son Président à l'effet de réévaluer au taux actuel le stock de matière d'or détenu par la Pharmacie d'Approvisionnement.

Ecole du Gouvernement général

Par décision du Gouverneur général de l'A. O. F. du :

29 août 1944. — Sont admis à l'école technique supérieure de l'A.O.F. les élèves désignés ci-après, classés par ordre de mérite :

4^e — Kouévi Ayih,

Sont admis provisoirement les élèves suivants :

Assogbavi Kokou.

Ecole professionnelle d'Agriculture

Par décision n° 386 P. du :

12 septembre 1944. — Sont admis à suivre les cours de l'Ecole professionnelle d'Agriculture de Porto-Novo, les candidats dont les noms suivent :

Noussoukpoé Mathieu,
Akalo Vincent,
Aladji Cléophas,
Bello Amissou.

Gratifications

Par arrêté n° 467 B. M. du :

14 septembre 1944. — Une gratification de 100 francs (cent francs) est accordée, par application de l'article 29 de l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942, à chacun des gradés et gardes dont les noms suivent :

Alassane II, adjudant, n° Mle 693, du peloton de Lomé,

Salou Boulala, brig. chef 1^{re} cl., n° Mle 1184, du peloton de Lomé,

Houehanou, brig. de 1^{re} cl., n° Mle 1472, du peloton de Lomé,

Yao Ali, garde de 2^e cl., n° Mle 1221, du peloton de Lomé,

Yao Essim, garde de 2^e cl., n° Mle 1447, du peloton de Lomé.

Indemnités de transport

Par décision N° 396 F. du :

15 septembre 1944. — Les agents désignés ci-après sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins du service. A cet effet, ils percevront une indemnité

de transport de 60 francs par mois payable trimestriellement et à terme échu sur le vu d'un certificat attestant qu'ils ont utilisé leur bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause :

1^b — Service des douanes

Eclou Michel, préposé des douanes en service à Lomé,

Soglo Joseph, garde-frontière en service à Lomé,

Esso Chabana, garde-frontière en service à Lomé,

Soglo François, garde-frontière en service à Lomé,

Zamba Bernard, garde-frontière en service à Lomé,

Lassey Marc, garde-frontière en service à Lomé,

Adjalle Richard, garde-frontière en service à Lomé,

Koffi Georges, garde-frontière en service à Lomé,

Komlan Ségla, garde-frontière en service à Lomé,

Adjololo Ayibo, garde-frontière en service à Lomé,

Lawson Gustave, garde-frontière en service à Lomé,

Ajavon Albert, garde-frontière en service à Lomé,

Tekoue Alfred, garde-frontière en service à Lomé,

Edoh Pierre, garde-frontière en service à Lomé,

Agossou Augustin, garde-frontière en service à Lomé,

Lawson Bernard, garde-frontière en service à Lomé,

Mensah Baulin, garde-frontière en service à Lomé,

Vikoun Robert, garde-frontière en service à Lomé,

Raphaël François, garde-frontière en service à Lomé,

Mensah Emmanuel, garde-frontière en service à Lomé,

Assigbi Alphonse, garde-frontière en service à Lomé,

Hugo Fumey, garde-frontière en service à Lomé,

Barrigah Ebénézer, garde-frontière en service à Lomé,

Mensah François, garde-frontière en service à Lomé,

Chabi Ekpado, garde-frontière en service à Lomé,

Kpossi Houedanou, garde-frontière en service à Lomé,

Assi Kouakanou, garde-frontière en service à Lomé,

Gnidote Amoussou, garde-frontière en service à Lomé,

Gnassounou Todogo, garde-frontière en service à Lomé,

Koussougbo John, garde-frontière en service à Lomé,

Hounandjai François, garde-frontière en service à Lomé,

Kpatcha Bagnol, garde-frontière en service à Lomé,

Johnson Félix, préposé des douanes en service à Zolo,

Tetevi Jacob, garde-frontière en service à Zolo,

Azima Youroukomani, garde-frontière en service à Zolo,

Messanvi Vincent, garde-frontière en service à Zolo,

Legbagan Boko, garde-frontière en service à Zolo,

Gnidote Saossi, garde-frontière en service à Zolo,

Abalo Joseph, préposé des douanes en service à Kpadapé,

Diabare Nabiné, garde-frontière en service à Kpadapé,

Koriko Choro, garde-frontière en service à Kpadapé,

Fahoubo Kabiné, garde-frontière en service à Kpadapé,

Dagnokossou Pierre, garde-frontière en service à Kpadapé,

Adjikou Auguste, garde-frontière en service à Kpadapé,

Agbokou Constantin, garde-frontière en service à Kpadapé,

Johnson Fréjus, garde-frontière en service à Kpadapé,

Yehouessi Eusèbe, garde-frontière en service à Kpadapé,
 Hinnouho Messan, garde-frontière en service à Kpadapé,
 Akouesson Valentin, préposé des douanes en service à Bidjabé,
 Salifou Ali, garde-frontière en service à Bidjabé,
 Adahin Abiha, garde-frontière en service à Bidjabé,
 Adjinn André, garde-frontière en service à Bidjabé,
 Attikpo Benoît, garde-frontière en service à Bidjabé,
 Monteiro Albert, garde-frontière en service à Bidjabé,
 Belignan Konkomba, garde-frontière en service à Bidjabé,
 Ardjara Kéïta, garde-frontière en service à Mango,
 Kouadou, garde-frontière en service à Mango,
 Zobinou Gabriel, garde-frontière en service à Dapango,
 Dongo Tamona, garde-frontière en service à Dapango,
 Mensah Georges, garde-frontière en service à Kwadjoviakopé,
 de Souza René, garde-frontière en service à Kwadjoviakopé,
 Biraima Joseph, garde-frontière en service à Kwadjoviakopé,
 Atayi Messan, garde-frontière en service à Kwadjoviakopé,
 Sokemahou Joseph, garde-frontière en service à Kwadjoviakopé,
 Amah Pierre, garde-frontière en service à Kwadjoviakopé,
 Houndjo Gaudens, garde-frontière en service à Kwadjoviakopé,
 Homenou Jean, garde-frontière en service à Kwadjoviakopé,
 Batonou Bernard, préposé des douanes en service à Ségbé,
 Klu Zacharia, garde-frontière en service à Ségbé,
 Pethos Dominique, garde-frontière en service à Ségbé,
 Toye Sossou, garde-frontière en service à Ségbé,
 Aholoukpe Hounsavi, garde-frontière en service à Ségbé,
 Gnassounou Antoine, garde-frontière en service à Ségbé,
 Agbaglo Raphaël, garde-frontière en service à Ségbé,
 Legba Tangni, garde-frontière en service à Ségbé,
 Dovi Afadomi, garde-frontière en service à Ségbé,
 Kudadje Gabriel, préposé des douanes en service à Noépé,
 Ekpo Vincent, garde-frontière en service à Noépé,
 Komlan Dossah, garde-frontière en service à Noépé,
 Kpade Sodatonou, garde-frontière en service à Noépé,
 Bocoo Awidi, garde-frontière en service à Noépé,
 Houndjo Antoine, garde-frontière en service à Noépé,
 Akakpo Gérard, garde-frontière en service à Noépé,
 Bruce Esaïe, garde-frontière en service à Noépé,
 Djore Adjé, garde-frontière en service à Noépé,
 Amekoudji Marcellin, préposé des douanes en service à Batoumé,
 Adjo Nouver, garde-frontière en service à Batoumé,

Ameganvi Bernabé, garde-frontière en service à Batoumé,
 Lokossa Fanou, garde-frontière en service à Batoumé,
 Noutai Atindokpo, garde-frontière en service à Batoumé,
 Nongbegnon Jagla, garde-frontière en service à Batoumé,
 Videgla Lokossou, garde-frontière en service à Batoumé,
 Mama Kondo, garde-frontière en service à Batoumé,
 d'Almeida Alfred, préposé des douanes en service à Klouto,
 Gourma Anani, garde-frontière en service à Klouto,
 Tangué Ganda, garde-frontière en service à Klouto,
 Kponton Servatius, garde-frontière en service à Klouto,
 Dovonou Elie, garde-frontière en service à Klouto,
 Abile Julien, garde-frontière en service à Klouto,
 Ayivi Jérôme, garde-frontière en service à Badou,
 Hounye Dossah, garde-frontière en service à Badou,
 Avogan Samuel, garde-frontière en service à Badou,
 Nobime Victor, garde-frontière en service à Badou,
 Bruce François, garde-frontière en service à Badou,
 Pinheiro François, garde-frontière en service à Badou,
 Agbemegnan Jean, préposé des douanes en service à Bangéli,
 Hodonou Afanou, garde-frontière en service à Bangéli,

La dépense sera imputable au Chapitre 7, Article 9.

2^o — Service des P. T. T.

Sossou François, facteur auxiliaire des P. T. T. en service à Anécho,
 Ali Lantame, surveillant des P. T. T. en service à Mango,

La dépense sera imputable au Chapitre 10, Article 1, Paragraphe 12.

3^o — Service d'agriculture

Ahyee Joseph, moniteur auxiliaire d'Agriculture.
 La dépense sera imputable au Chapitre 10, Article 5, Paragraphe 7.

4^o — Service de Santé

de Souza Etienne, aide-médecin en service à Anécho,
 Mienso Ambroise, infirmier en service à Anécho,
 Groh Koffi Daniel, infirmier en service à Anécho,
 Panou Robert, infirmier en service à Anécho,
 Jean Grégoire Akouété, infirmier en service à Anécho,
 Kingbo Georges, infirmier en service à Anécho.
 La dépense sera imputable au Chapitre 13, Article 5, Paragraphe 5.

5^o — Circonscriptions administratives

Batema, garde de 1^{re} classe en service au Cabinet.
 La dépense sera imputable au Chapitre 5, Article 4, Paragraphe 10.
 La présente décision, valable pour l'année 1944, aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Justice

Par décision n° 387 APA du :

14. septembre 1944. — M. Geraldo Moussé, notable, demeurant à Lomé, est nommé assesseur titulaire près le tribunal colonial d'appel du Togo.

M. Félício de Souza, notable, demeurant à Lomé, est nommé assesseur suppléant près le tribunal colonial d'appel du Togo.

Les dispositions des décisions n° 177 du 30 avril 1936 et n° 108 du 16 février 1937 sont abrogées.

Rôles

Par arrêté n° 474 CD. du :

18 septembre 1944. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercice 1944 ci-après s'élevant à la somme de : Neuf cent onze mille quatre vingt quatorze francs.

N°s DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1944				
94	Trésor	Impôt foncier sur immeubles bâtis europ. 17.082,— Taxe d'enlèvement d'ordures 16.909,—	33.991,—	
95	—	Taxe d'enlèvement d'ord. sur imm. bâtis (assimilés) .	5.751,—	
96	—	Impôt foncier sur imm. non bâtis (europ). 1.583,50 Taxe d'enlèvement d'ordures 29.566,20	31.149,70	
97	—	Patentes	5.650,—	76.541,70
97bis	Lomé (C.M.)	Impôt foncier sur imm. non bâtis (indig.) 31.015,90 Taxe d'enlèvement d'ordures 2.056,70	33.072,60	33.072,60
98	Lomé-Subdivision	Patentes	270,—	270,—
99	Tsévié	Impôt personnel (taxe fixe) 1.650,— Rachat des prestations. 360,— Contribution exceptionnelle 330,—	2.340,—	
100	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 4.535,— Rachat des prestations indigènes 1.215,— Contribution exceptionnelle 885,—	6.635,—	
101	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 36.990,— Contribution exceptionnelle 6.165,—	43.155,—	
102	—	Patentes	52.915,—	
103	—	Licences	500,—	
104	—	Taxe sur les bicyclettes	5.640,—	111.185,—
105	Anécho	Impôt foncier sur immeubles bâtis (européens) . . .	1.368,—	
106	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (indigènes) . . .	9.293,—	
107	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (indigènes) . . .	13.860,—	
108	—	Impôt sur la population flottante 210,— Contribution exceptionnelle 45,—	255,—	
109	—	Patentes	125.900,—	
110	—	Licences	100,—	
111	—	Taxe sur armes non perfectionnées	1.146,—	
112	—	Taxe sur les bicyclettes	8.580,—	160.502,—
113	Palimé	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 44.500,— Contribution exceptionnelle 9.540,—	54.040,—	
114	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 11.980,— Contribution exceptionnelle 2.680,—	14.660,—	
115	—	Impôt sur la population flottante 140,— Contribution exceptionnelle 30,—	170,—	
116	—	Patentes	116.130,—	
117	—	Patentes	10.300,—	
118	—	Taxe sur armes non perfectionnées	152,—	
119	—	Taxe sur armes non perfectionnées	10.704,—	
120	—	Taxe sur les bicyclettes	1.080,—	
121	—	Taxe sur les bicyclettes	2.070,—	
122	—	Rachat des prestations (indigènes).	13.080,—	
123	—	Rachat des prestations (indigènes).	3.690,—	226.076,—
à reporter . . .				607.647,30

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
124	Atakpamé	<i>report</i>		607.647,30
		Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	41.560,—	
		Rachat des prestations indigènes	12.515,—	
		Taxe sur armes perfectionnées	340,—	
		Contribution exceptionnelle	8.305,—	
			62.720,—	
125	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (européens)	2.115,—	
126	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (indigènes)	3.905,20	
127	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis (européens)	64,—	
128	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis (indigènes)	83,50	68.887,70
129	Sokodé	Impôt sur la population flottante	4.800,—	
		Contribution exceptionnelle	960,—	
			5.760,—	
130	—	Taxe sur les bicyclettes	2.250,—	
131	—	Valeur des prestations en nature indigènes	56.850,—	
132	—	Rachat des prestations indigènes	2.430,—	
133	—	Patentes	9.470,—	76.760,—
134	Lama-Kara	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	1.470,—	
		Rachat des prestations (indigènes)	5.016,—	
		Contribution exceptionnelle	245,—	
			6.731,—	
135	—	Impôt sur la population flottante	6.250,—	
		Contribution exceptionnelle	1.250,—	
			7.500,—	
136	—	Patentes	6.570,—	
137	—	Licences	200,—	
138	—	Taxe sur les bicyclettes	2.460,—	23.461,—
139	Bassari	Impôt personnel (taxe fixe)	4.950,—	
		Rachat des prestations	1.080,—	
		Contribution exceptionnelle	990,—	
			7.020,—	
140	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	10.480,—	
		Rachat des prestations indigènes	2.335,—	
		Contribution exceptionnelle	2.080,—	
			14.895,—	
141	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	94,—	
142	—	Patentes	8.405,—	
143	—	Taxe sur armes perfectionnées	260,—	30.674,—
144	Mango	Impôt sur la population flottante	900,—	
		Contribution exceptionnelle	180,—	
			1.080,—	
145	—	Impôt sur la population flottante	2.950,—	
		Contribution exceptionnelle	590,—	
			3.540,—	
146	—	Taxe sur armes non perfectionnées	16,—	4.636,—
147	Dapango	Patentes	8.165,—	
148	—	Rachat des prestations en nature indigènes	12.260,—	20.425,—
149	Lomé (C.M.)	Impôt foncier sur imm. bâtis indig.	52.512,—	
		Taxe d'enlèvement d'ordures	26.091,—	
			78.603,—	78.603,—
		TOTAL		911.094,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 11 septembre 1944.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Commis d'administration du cadre local du Togo

Un concours pour deux places de Commis d'Administration aura lieu à Lomé les 7 et 8 décembre 1944.

Nul ne peut être admis à prendre part à ce concours s'il ne réunit les conditions suivantes :

1^o — Etre Français (Citoyen, sujet ou administré);

2^o — Etre âgé de 16 ans au moins et de 30 ans au plus (Limite susceptible d'être portée jusqu'à 35 ans en tenant compte des services auxiliaires validables ou des services militaires);

3^o — Les citoyens et les sujets français qui ont atteint ou dépassé l'âge de la conscription devront avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'Armée;

4^o — N'être pas ancien agent de l'Administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf lorsque le licenciement a été prononcé pour nécessités budgétaires ou raisons de santé;

5^o — Etre au moins titulaire du Certificat de Fin d'Etudes primaires élémentaires.

Les demandes d'inscription accompagnées du dossier réglementaire comprenant :

1^o — Extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu;

2^o — Un certificat de bonnes vie et mœurs;

3^o — Un extrait du casier judiciaire;

Ces deux dernières pièces devront avoir moins de trois mois de date;

4^o — Un état des services militaires ou un certificat du Commandant de Cercle du lieu de résidence indiquant la situation du candidat au point de vue militaire;

5^o — Le certificat de bonne conduite délivré par l'Autorité militaire pour les candidats ayant accompli leur service militaire;

6^o — Un certificat médical de visite et de contre-visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi qu'il sollicite et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse;

7^o — Une copie certifiée conforme du diplôme ou une attestation du Chef du Service de l'Enseignement intéressé en tenant lieu;

8^o — Une carte d'identité avec photographie; doivent parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé avant le 15 novembre 1944.

Le concours comporte les épreuves suivantes :

Ecrit :

(Moyenne générale minimum : 12/20)

1^o — Rédaction sur un sujet d'ordre général : 2 heures — Coefficient : 3.

2^o — Organisation administrative et judiciaire du territoire du Togo : 1 h, 1/2 — Coefficient : 2.

3^o — Histoire et Géographie du Togo : 2 questions — 1 heure chacune — Coefficient : 1.

4^o — Epreuve dactylographique (éliminatoire si la note est inférieure à 12/20) — Coefficient : 2.

5^o — Mathématiques (Epreuves facultatives) n'entreront en ligne de compte que les notes supérieures à 12/20 — 1 heure 30 — Coefficient : 1.

Oral :

(Moyenne générale minimum : 12/20)

Organisation administrative et judiciaire du Togo — Coefficient : 1.

Histoire et Géographie du Togo : Coefficient 1.

Avis

Déclaration en douanes

L'usage s'est établi, depuis quelque temps, de présenter, au bureau des Douanes de Lomé ou même dans les postes frontières, pour l'acquittement des droits, des factures d'achat à l'étranger de marchandises, déjà importées au territoire sans avoir fait l'objet, à leur passage de la frontière, de déclarations régulières aux bureaux et postes de Douanes.

Il est rappelé aux intéressés que toute marchandise introduite au territoire doit être, au moment de son importation, présentée et déclarée au bureau ou au poste de Douane de prime abord sinon elle est réputée importée frauduleusement.

Désormais toute présentation de facture après importation sans déclaration, donnera lieu aux suites contentieuses que comporte cette infraction.

Par ailleurs, les personnes qui se rendent à l'étranger ou en viennent, soit par voiture automobile, soit par tout autre moyen, doivent obligatoirement s'arrêter, tant à l'entrée qu'à la sortie, au poste de douane frontière pour y déclarer, conformément à la loi, les marchandises et moyens de paiement (devises, chèques, etc...) qu'elles exportent ou importent. Les moyens de paiement importés ou exportés doivent faire l'objet d'une déclaration écrite. (La déclaration écrite n'est pas exigée pour une somme maximum de 200 francs par personne à l'exportation et à l'importation pour une somme maximum de 200 francs ou l'équivalent en devises par personne). En outre, les moyens de paiement ne peuvent être exportés que sur autorisation de sortie délivrée par l'Office des Changes.

Les intéressés doivent se soumettre et, le cas échéant, soumettre leurs véhicules au contrôle douanier.

Des contre-vérifications peuvent être effectuées entre les postes et bureaux de 1^{re} et 2^e lignes et dans les limites du rayon douanier, tel qu'il est prévu par le décret du 11 novembre 1926.

L'importation sans déclaration ou faisant l'objet d'une déclaration inexacte, le refus de s'arrêter au poste de Douane ou toute autre opposition aux fonctions des agents des Douanes sont sanctionnés par les articles 60, 61, 62, 63 et 164 du décret du 11 novembre 1926.

Ouverture de succession

Les créanciers et débiteurs de la succession de M. La Torre Roger, sergent-chef du B.T.S.D., décédé le 11 septembre 1944 à Parakou, sont invités à produire leurs titres en 3 exemplaires à Monsieur l'Intendant Militaire chef du service de l'Intendance du Dahomey-Togo à Cotonou, ou se libérer sans délai à partir de la date de la présente insertion.

COUR D'ASSISES DU TOGO

Séant à Lomé

Année 1944 — 1^{ère} Session

N ^o d'ordre	Dates des audiences	Noms des accusés	Accusation	Observations
1	14 Octobre 1944	Amouzou Lucien	Tentatives de viol	

Le Président des Assises,
LAGET.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOMÉ

Avis de perte

Avis est donné de la perte du titre foncier numéro Trois cent seize du cercle de Lomé, appartenant au nommé Agbezuke A. James, planteur, domicilié à Lomé.

Pour première insertion.